

Ferme réaction de l'Algérie contre l'ingérence française

● L'Algérie ferme son espace aérien aux avions militaires français

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5486 - Lundi 4 octobre 2021 - Prix : 10 DA

Cancer du sein

Plus de 14 000 nouveaux cas enregistrés chaque année en Algérie

Page 3

A plus de 470 DA le kilo actuellement

Le poulet au prix «normal» à partir de ce mois, promet le ministre

Page 2

Effet Zemmour

Par Mohamed Habili

Les déclarations d'Emmanuel Macron, rapportées par le journal «Le Monde» notamment, sur la guerre d'Algérie, l'Algérie et son régime, à l'en croire affaibli par le hirak, ne brillent pas par leur originalité, c'est même tout le contraire. Elles pourraient être faites dans les mêmes termes aujourd'hui par bien des gens et des bords en France. Il faut d'ailleurs s'attendre à ce que leur nombre augmente dans la perspective de la présidentielle prochaine, compte tenu de l'influence grandissante de l'extrême droite. La conception négationniste qu'elles véhiculent du passé de la France en Algérie était jusqu'à ces dernières années considérée comme une spécialité de ce courant de pensée. On les retrouve à présent sous des formes plus ou moins marquées dans de larges franges de l'opinion, à la droite de l'échiquier politique français. D'ici à ce qu'elles gagnent le centre, il n'y a peut-être pas loin. Tout dépend à cet égard de la progression dans les sondages d'Eric Zemmour. Plus il monte, plus ses idées anti-immigration et anti-algériennes sont influentes, et plus il donne le ton à ses adversaires les plus proches de lui. Ceux-ci se mettent alors à dire au style près les mêmes choses que lui, par crainte de décrochage, de largage en rase campagne. Ce processus s'appelait, il y a encore peu, la lepénisation des esprits.

Suite en page 3

Conseil des ministres/Des peines allant jusqu'à 30 ans pour les spéculateurs

Tebboune insiste sur la préservation du pouvoir d'achat des citoyens



Ph/D. R.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres marquée par la présentation du projet de la loi de finances (PLF) 2022, a indiqué un communiqué du Conseil des ministres.

Par Amar Fekrache page 2

Réseaux de gaz naturel à Béjaïa

Plus de 180 agressions d'ouvrages enregistrées par la Sadeg

Page 16

Ifliessen/Tizi Ouzou

La plus vieille maison de Taksebt rénovée et réhabilitée

Page 16

Conseil des ministres/Des peines allant jusqu'à 30 ans pour les spéculateurs

Tebboune insiste sur la préservation du pouvoir d'achat des citoyens

■ Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres marquée par la présentation du projet de la loi de finances (PLF) 2022, a indiqué un communiqué du Conseil des ministres.

Par Aomar Fekrache

Après avoir écouté l'exposé du Premier ministre sur l'activité gouvernementale au cours des deux dernières semaines et les exposés des ministres, le chef de l'Etat a donné un ensemble d'instructions et d'orientations. Concernant le PLF 2022, il a indiqué que l'année prochaine connaîtra une amélioration des indicateurs de la performance de l'économie nationale à la faveur des réformes opérées et des mesures incitatives prises, soulignant la nécessité de prendre toutes les dispositions pour préserver le pouvoir d'achat des citoyens. A ce titre, il a ordonné immédiatement, la réduction de l'impôt sur le revenu global (IRG), l'augmentation du point indiciaire dans la Fonction publique et la coordination étroite entre les ministères du Commerce et de l'Agriculture en vue d'assurer un contrôle maximal sur les produits agricoles, les légumineuses et les pâtes alimentaires. Aussi, le Président a ordonné au Gouvernement d'enrichir le PLF 2022. Il sera question d'appliquer l'impôt sur la fortune après sa redéfinition avec précision dans la loi de finances 2022. Il est également prévu la mise en place d'un mécanisme facilitant la cession des logements locatifs de l'Etat, relevant des Offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI), en veillant à actualiser leur prix et à faciliter aux concernés l'obtention des livrets fonciers. Consentir un abattement de dix (10%) au profit des personnes concernées par l'acquittement des créances des logements AADL qui s'acquittent de la valeur du logement ou des tranches en un seul versement, a-t-il instruit. Il a également donné orientation d'accélérer la création de la Banque de l'Habitat en trouvant un mécanisme entre la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP) et la Caisse nationale du logement (CNL). Le président de la République a par ailleurs, chargé le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, d'élaborer le projet de loi relatif à la lutte contre la spéculation au plus tard à la date de la prochaine réunion du Conseil des ministres, avec des peines allant jusqu'à 30 ans pour ceux qui jouent avec le gagne-pain des Algériens, car il s'agit d'un crime à part entière. Il a donné instruction de renforcer le contrôle sur le terrain des commerces pour interdire toute hausse injustifiée des prix des produits alimentaires, avec le retrait définitif des registres de commerce pour les commerçants impliqués. Dans



Ph/D. R.

le même registre, le président de la République est revenu sur la création de deux écoles nationales spécialisées dans l'agriculture saharienne dans le Sud est et ouest du pays. Concernant le Programme complémentaire de développement au profit de la wilaya de Khenchela, M. Tebboune insistera notamment sur l'impératif respect des exigences de la wilaya pour l'amélioration des conditions de vie des citoyens. En ce qu'il concerne les mesures d'urgence pour la relance de l'activité minière, il a ordonné d'accélérer le parachèvement des procédures pour le lancement effectif, avant la fin de l'année en cours, des différents projets structurants

dans l'exploitation minière, notamment le projet de Ghara Djebilet (gisement de fer) et celui de Bled El Hadba (gisement de Phosphate) à Tébessa, en sus d'autres mines et carrières. La création d'une usine pour la fabrication des rails à Béchar, pour doter les projets de liaisons relatifs notamment à l'exploitation, entre autres projets futurs, du projet de Ghara Djebilet. Comme il a évoqué l'intensification des opérations de prospection de nouvelles sources d'énergie pour le pays dans le périmètre maritime, l'augmentation à 35% de la performance de récupération des puits de pétrole exploités et l'implication des opérateurs économiques nationaux

expérimentés dans les différents segments de transformation des produits miniers. Des instructions ont été aussi données pour relancer le secteur de la pêche. Par ailleurs, le Président de la République a tenu à féliciter le secteur de l'Industrie pharmaceutique ainsi que tous les acteurs ayant participé au lancement du projet de production locale du vaccin anti Covid-19 ainsi qu'aux affiliés du secteur des Mines, pour les progrès enregistrés dans la réalisation des objectifs tracés.

A. F.

Bilan des dernières 24 heures 132 nouveaux contaminés et 3 décès

L'Algérie a enregistré 3 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, 1 cas de moins que le bilan d'hier (4), portant à 5 822 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 132 cas, soit 8 cas de moins par rapport au bilan d'hier (140), pour atteindre, au total, 203 789 cas confirmés.

R. N.

A plus de 470 DA le kilo actuellement

Le poulet au prix «normal» à partir de ce mois, promet le ministre

«La stabilisation à nouveau du marché de la filière de l'aviculture interviendra à partir de ce mois d'octobre», a assuré le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hemdani, instruisant tous les acteurs d'identifier avec précision les problèmes rencontrés dans cette filière. Le prix du poulet s'est soudainement envolé. En effet, un poulet vidé, cédé il y a quelques mois à 300 DA, est proposé depuis deux semaines à plus de 470 DA le kilo, tandis que les œufs sont affichés à 15 DA l'unité. Cette hausse injustifiée a poussé plusieurs citoyens à bouder cette viande blanche vu son prix inaccessible. Réagissant à cette hausse, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hemdani, a présidé

une réunion de coordination sur l'aviculture, au cours de laquelle il a été affirmé que «la stabilisation à nouveau du marché de la filière de l'aviculture interviendra à partir de ce mois d'octobre». Selon un communiqué publié par le ministère sur sa page officielle Facebook, il est indiqué que «cette réunion, à laquelle ont participé les membres du Conseil national interprofessionnel de la situation actuelle de cette filière». Lors de cette réunion, les différents facteurs affectant le marché des viandes blanches ont été examinés, ainsi que les mesures exceptionnelles à emprunter pour réguler la filière. A cet égard, Hemdani a instruit tous les acteurs en vue d'étudier

toutes les branches qui composent la filière afin d'identifier avec précision les problèmes rencontrés. Dans ce contexte, les membres du Conseil national interprofessionnel de la filière avicole ont indiqué, concernant la hausse vertigineuse qu'a connue la viande blanche, notamment le poulet, qu'il «n'y a pas de pénurie de poussins destinés à la production de poulets de chair» et que «la hausse de leur prix est due à la spéculation». A noter que le président intérimaire du Cnifa avait évoqué le déconfinement sanitaire (réouverture des restaurants et hôtels, la reprise sociale...), les feux de forêt et les grosses chaleurs qui ont considérablement affecté le cheptel avicole, en plus de la grippe aviaire qui a provoqué la mortalité de poules productrices entre mars et avril dernier, comme principales

causes de cette hausse. A tous ces facteurs réunis, s'ajoute la flambée des cours des matières premières sur le marché mondial, la filière avicole étant fortement dépendante d'intrants importés (maïs, soja, poussins reproducteurs, vaccins...) et «toute augmentation des cours influe automatiquement sur les prix du poulet», a argué Abderrazak Abdellaoui. Selon lui, le recours aux importations d'œufs à couver (œufs de poulet de chair) devrait contenir la flambée conjoncturelle des prix du poulet sur le marché national. «L'importation temporaire de cet intrant permettrait de faire baisser le prix du poussin de chair, passé de 80 dinars l'unité à 150 dinars, provoquant une envolée des prix du poulet», a soutenu Abdellaoui.

Thinhinene Khouchi

Récents propos de Macron

Ferme réaction de l'Algérie contre l'ingérence française

■ Les derniers propos tenus par le Président français, Emmanuel Macron, et rapportés par le journal «Le Monde», ont suscité la légitime colère des hauts responsables algériens.

Par Louisa Ait Ramdane

La tension monte entre l'Algérie et la France. Suite aux propos tenus jeudi par le Président Emmanuel Macron et rapportés par le journal «Le monde», l'Algérie a décidé, avant-hier, de rappeler «pour consultations» son ambassadeur à Paris, Mohamed Antar Daoud. L'Algérie a justifié ce rappel par son «rejet catégorique de toute ingérence dans ses affaires intérieures». «A la suite des propos non démentis que plusieurs sources françaises ont attribués nommément au président de la République française, l'Algérie exprime son rejet catégorique de l'ingérence inadmissible dans ses affaires intérieures que constituent lesdits propos», indique la Présidence de la République dans un communiqué, évoquant une «situation particulièrement inadmissible engendrée par ces propos irresponsables».

Macron a évoqué la question de la suspension des visas, expliquant que ce sont «les milieux dirigeants» qui seront ciblés et non les étudiants et les acteurs économiques. «Je ne parle pas de la société algérienne dans ses profondeurs mais du système politico-militaire qui s'est construit sur cette rente mémorielle. On voit que le système algérien est fatigué, le Hirak l'a fragilisé», a-t-il déclaré, aggravant le caractère de flagrante ingérence dans les affaires intérieures de l'Algérie. Le Président Macron a dit toutefois avoir un «bon dialogue avec le Président Tebboune».

Macron a évoqué l'épineuse question mémorielle qui empoisonne les relations entre les deux pays, en donnant sa version, osant remettre en cause jusqu'à la notion de nation algérienne. «La nation algérienne post-1962 s'est construite sur une rente mémorielle, et qui dit : tout le pro-

blème, c'est la France». Sur la réduction drastique du nombre de visas accordés aux Algériens, le Président français a été plus précis en affirmant qu'«il n'y aura pas d'impact sur ce qu'on évoque». «On va s'attacher à ce que les étudiants et le monde économique puissent le garder», a-t-il promis. Les propos du Président Macron portent une atteinte intolérable à la mémoire des 5 630 000 valeureux martyrs qui ont sacrifié leurs vies dans leur résistance héroïque à l'invasion coloniale française ainsi que dans la glorieuse révolution de Libération nationale, indique la Présidence de la République, estimant que «les crimes de la France coloniale en Algérie sont innombrables et répondent aux définitions les plus exigeantes du génocide contre l'humanité. Ces crimes qui ne sont pas prescriptibles, ne sauraient faire l'objet d'une manipulation des faits et d'interprétations atténuantes».

Pour la Présidence de la République, «la propension des nostalgiques de l'Algérie française et des milieux qui se résignent difficilement à l'indépendance pleine que les Algériens ont gagnée de haute lutte, s'exprime à travers de vaines tentatives d'occulter les exactions, massacres, enfumades, destructions de villages, des centaines de «Oradour-Sur-Glane», éradications de tribus de résistants, qui sont des génocides en séries que les acrobaties conceptuelles et les raccourcis politiques ne parviendront jamais à occulter».

«Pour leur part, les appréciations superficielles, approximatives et tendancieuses énoncées en ce qui concerne l'édification de l'Etat national algérien ainsi que sur l'affirmation de l'identité nationale relèvent d'une conception hégémonique éculée des relations entre Etats et ne sauraient, en aucune façon, être compatibles avec le ferme attachement de l'Algérie à l'égalité souveraine des Etats», souligne-t-



on dans le communiqué. Cette malencontreuse intervention qui heurte fondamentalement les principes devant présider à une éventuelle coopération algéro-française en matière de mémoire, a l'incorrigible défaut de tendre vers la promotion d'une version apologue du colonialisme au détriment de la vision établie par l'histoire de la légitimité de luttes de la libération nationale, alors que rien ni personne ne peut absoudre les puissances coloniales de leurs crimes, y

compris les massacres du 17 octobre à Paris dont l'Algérie et sa communauté établie en France s'appêtent à commémorer dans la dignité, ajoute la même source. «Face à la situation particulièrement inadmissible engendrée par ces propos irresponsables, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décidé le rappel immédiat en consultations de l'ambassadeur d'Algérie auprès de la République française», conclut le communiqué. L. A. R.

L'Algérie ferme son espace aérien aux avions militaires français

DEUXIÈME réaction, après le rappel de l'ambassadeur algérien à Paris, des propos tenus par le Président français Emmanuel Macron à l'égard de l'Algérie, il a été décidé de fermer l'espace aérien algérien aux avions de l'armée française qui participent à l'opération Barkhane au Mali. «L'Algérie a interdit le survol de son territoire aux avions militaires français qui empruntent d'habitude son espace aérien pour rejoindre ou quitter la bande sahélo-saharienne où sont déployées les troupes de l'opération antijihadiste Barkhane, a indiqué un porte-parole de l'état-major français», rapporte l'AFP. «Ce matin, en déposant les plans de vol de deux avions, nous avons appris que les Algériens fermaient le survol de son territoire aux avions militaires français», a déclaré à l'AFP le colonel Pascal Ianni, ajoute la même source. Cette mesure prise par les autorités algériennes est forcement en lien avec les dernières déclarations du Président français Emmanuel Macron au sujet de l'Algérie. R. I.

Cancer du sein

Plus de 14 000 nouveaux cas enregistrés chaque année en Algérie

Le cancer du sein arrive en tête de liste des types de cancer prévalant en Algérie, avec plus de 14 000 nouveaux cas enregistrés chaque année, dont un taux important apparaît avant l'âge de 40 ans, contrairement aux pays occidentaux où le cancer du sein apparaît après l'âge de 60 ans et plus, selon les données du Fichier national du cancer. Selon les spécialistes en cancérologie, en particulier le cancer du sein, et conformément aux recommandations du Plan national de lutte contre le cancer (2015-2020), cette situation épidémiologique exige «une attention particulière et des enquêtes nationales approfondies» pour identifier les principaux facteurs d'atteinte des Algériennes de ce type de cancer à un âge précoc-

car par rapport aux femmes occidentales. A l'occasion du mois d'Octobre rose des Nations unies pour la prévention du cancer du sein, l'association «El-Amel» a tracé un large programme visant à sensibiliser les femmes à l'importance de se protéger contre cette maladie. Dans une déclaration à l'APS, la présidente de l'association, M^{me} Hamida Kitab, a affirmé que l'association menait des campagnes de sensibilisation depuis 13 ans, en sus du dépistage précoce du cancer du sein par des examens de mammographie au niveau de la clinique mobile dédiée à cet effet et qui sillonnent différentes wilayas du pays. A cet égard, la clinique mobile se rendra du 8 au 15 octobre à Béchar, où les citoyens, notamment les

femmes, bénéficieront d'une vaste campagne de sensibilisation qui comprend des explications en illustrations sur les gestes d'autopalpation ou d'auto-examen des seins dans les zones où les tumeurs peuvent apparaître, en plus de la réalisation de mammographies, afin que les porteuses de la maladie soient orientées, par la suite, vers les établissements hospitaliers de proximité pour être prises en charge. L'association organisera également une formation spéciale au profit des associations actives dans la lutte contre le cancer dans cinq wilayas du pays, en plus de la signature d'une charte avec plusieurs institutions nationales afin de les sensibiliser, dans le cadre de la médecine du travail, à l'importance du dépistage du can-

cer du sein chez leurs employées âgées de 40 ans et plus. L'Association prendra part, les 25 et 26 octobre en cours, au Sommet mondial des pionniers de la lutte contre le cancer du sein qui se tiendra par visioconférence et qui sera abrité à Boston, aux Etats-Unis d'Amérique, et ce, en tant que membre depuis 6 ans de l'Alliance arabe contre le cancer et l'Union internationale organisatrice de ce sommet, outre l'organisation du concours annuel du meilleur article pour encourager les médias nationaux à soutenir les campagnes de sensibilisation et fournir les informations et données nécessaires aux journalistes pour lutter efficacement contre cette maladie. Comme chaque année, un concours sera organisé au

LA QUESTION DU JOUR

Effet Zemmour

Suite de la page une

Maintenant que Zemmour est à un point seulement de Marine Le Pen, il n'est pas à exclure qu'il change bientôt de nom, pour devenir la zemmourisation des consciences. S'il la dépasse, comme cela ne serait pas pour étonner, Macron dira encore pire sur l'Algérie, son histoire et son régime. Déjà qu'il fait dans le révisionnisme, en disant que l'histoire de la guerre d'Algérie a été complètement réécrite par le régime algérien. Si en plus il voit s'approcher dangereusement de lui Zemmour, ce qui n'est pas non plus à exclure, le risque n'est pas négligeable qu'il se mette à parler carrément de la mission civilisatrice du colonialisme français. Lui qui au début de son mandat parlait de crime contre l'humanité commis par la France en Algérie. Comment peut-on passer de ce point de vue à l'autre, diamétralement opposé ? Cela peut sembler la conséquence d'un dédoublement de la personnalité. Ce ne serait pas exactement la même personne celle qui avait qualifié de crime contre l'humanité l'œuvre de la France en Algérie et celle qui maintenant soutient que le régime algérien a complètement revu et corrigé cette même histoire. En fait, il n'est pas besoin de supposer un ressort aussi obscur pour comprendre le revirement en question. Le Macron d'aujourd'hui voit avec horreur monter vers lui un nouveau visage de l'extrême droite, sous l'effet d'une dynamique dont rien ne dit encore qu'elle n'est pas à même de le placer plus haut que lui dans les intentions de vote. Si cela devait arriver, sans doute deviendrait-il à la fois plus anti-immigration, plus favorable au hirak et plus révisionniste qu'il ne l'est déjà. Sur l'Algérie et les sujets s'y rattachant, on le sait maintenant, il n'a pas une position fixe, mais une posture changeante. Il ne serait même pas à écarter qu'il en vienne à suggérer que les crimes en Algérie, en réalité ce n'est pas la France qui les a commis, mais le FLN. Or il n'y a pas que l'effet Zemmour qui le travaille, qui le pousse plus loin dans le révisionnisme, il y a aussi le fait que c'est sous sa présidence que la France a subi le pire affront de son histoire récente. La vérité, c'est que les Américains, les Britanniques et les Australiens n'ont respecté aucune forme pour lui arracher le «contrat du siècle». Leur comportement n'est pas sans rappeler celui des Américains, des Russes et des Britanniques à la fin de la Deuxième Guerre du monde, pour qui la France ne comptait plus, ayant choisi préalablement la collaboration avec les nazis.

M. H.

stade 5-Juillet avec la participation de plusieurs femmes de différentes tranches d'âge sous le slogan «Tous contre le cancer du sein», outre l'éclairage rose du Maqam Echahid (Sanctuaire du martyr) à Riadh El Feth tout au long d'octobre, en célébration de ce mois. Amine D.

Fawzi Derrar appelle à multiplier les campagnes de sensibilisation

Les personnes non vaccinées, un «danger» pour elles-mêmes et la société

■ Le directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA), Fawzi Derrar, a appelé, hier à Alger, à multiplier davantage les campagnes de sensibilisation pour la vaccination anti-Covid-19 afin d'atteindre l'immunité collective, relevant que les personnes non vaccinées représentent un «danger» pour elles-mêmes et la société.

Par Hamid N.

«Les personnes non vaccinées représentent un danger pour elles-mêmes et la société. A cet effet, il faudra axer la campagne de sensibilisation sur ces gens, car même si l'immunité collective sera atteinte, elle n'est pas infranchissable», a relevé M. Derrar qui s'exprimait sur les ondes de la Chaîne 3 de la Radio nationale, appelant «à multiplier davantage les campagnes de sensibilisation pour la vaccination anti-Covid-19 afin

d'atteindre l'immunité collective». Selon M. Derrar, l'Algérie est en mesure de vacciner 20 millions de personnes en 3 mois, soit avant la fin de l'année, pour atteindre les 70 % des personnes vaccinées et, par conséquent, parvenir à une immunité collective.

Il a ajouté que la disponibilité du vaccin est une question qui ne se pose plus en Algérie, précisant que le pays est en mesure de vacciner le maximum de citoyens.

M. Derrar a rappelé qu'en juillet dernier, il y a eu une recrudescence de la pandémie en Algérie, d'où l'afflux massif enregistré au niveau des centres de vaccination, réitérant ainsi «la nécessité de sensibiliser les gens et ne pas attendre qu'une vague de contamination arrive pour aller se faire vacciner».

«Actuellement, c'est le meilleur moment de se faire vacciner allègrement, car il y a une

décrite des contaminations, d'autant plus qu'une immunité collective nous permettra d'affronter une éventuelle nouvelle vague de contamination», a-t-il indiqué, soulignant que «le risque d'une éventuelle reprise épidémique proviendrait des gens non vaccinés».

Dans ce sens, il a réitéré son appel à «accélérer les campagnes de sensibilisation et se montrer agressif sur le plan de la communication», déplorant «des failles dans cette campagne car il fallait expliquer s'il faut vacciner ou non les enfants et les femmes enceintes».

A ce propos, il a estimé que le débat concernant la vaccination des femmes enceintes et des enfants devait être «l'apanage des scientifiques», ajoutant qu'il est impératif de vacciner en premier ceux qui risquent de décéder à cause du Sars Cov 2 (plus de 60 ans), alors que les enfants demeurent des diffuseurs de



virus et n'en meurent pas.

Enchaînant sur la grippe saisonnière, M. Derrar a indiqué que les vaccins seront disponibles prochainement afin de pouvoir entamer la vaccination dans les délais, estimant que l'idéal serait de repousser la campagne de vaccination vers la

fin octobre, de manière à avoir une efficacité maximale des vaccins pour une durée de 5 à 6 mois.

Il a indiqué que les quantités de vaccin antigrippal à importer sont de 1,8 à 2 millions de doses.

H. N.

Sécurité alimentaire L'Algérie classée première en Afrique

L'Algérie a été classée par le Programme d'alimentation mondial (PAM) des Nations unies, première en Afrique en matière de sécurité alimentaire.

Dans sa dernière cartographie de la pauvreté, publiée récemment sur son site web, le PAM a classé l'Algérie dans la catégorie des pays dont le taux de personnes sous-alimentées est inférieur à 2,5 % de la population totale, durant la période 2018-2020. Elle est le seul pays en Afrique à ne pas dépasser ce seuil.

Ainsi, l'Algérie est répertoriée dans la même catégorie que la majorité des pays européens, des Etats-Unis, du Canada, de la Chine, de la Russie, du Brésil et de l'Australie, entre autres.

En Afrique, le Maroc est classé dans la deuxième catégorie qui regroupe les pays dont le taux de la population touchée par la sous-alimentation varie entre 2,5 et 4,9 %.

Parmi les pays les plus impactés par le phénomène de la sous-alimentation, le PAM dénombre la République centrafricaine, le Congo, la République démocratique du Congo, la Somalie et Madagascar, avec un pourcentage supérieur à 35 % de leur population.

Le PAM a souligné dans son étude que plus de 811 millions de personnes sont touchées par la sous-alimentation, soit 1 sur 10 de la population mondiale.

En 2015, la communauté mondiale a adopté les 17 Objectifs mondiaux de développement durable (ODD), dont l'objectif numéro 2 est d'arriver à la «Faim Zéro» en éradiquant la faim, assurant la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable, d'ici à 2030.

O. N.

Prix du président de la République du journaliste professionnel

Installation des membres du jury de la 7^e édition

Le ministre de la Communication, Ammar Belhimer, a procédé, hier au siège de son département ministériel, à l'installation des membres du jury du Prix du président de la République du journaliste professionnel, consacré dans sa septième édition au thème «L'information, entre liberté et responsabilité».

Dans une allocution prononcée devant les membres du jury, présidé par le Doyen de la Faculté des sciences politiques et des relations internationales, D'Slimane Aaradj, M. Belhimer a fait savoir que le thème de cette édition «résume l'axe des réformes globales engagées par le secteur de la Communication, en application du programme du président de la République, Abdelmajid Tebboune, et cris-

tallise la mission de l'information professionnelle».

Le concours organisé sur le thème de cette édition «constituera une occasion pour réitérer l'impératif respect de la dualité liberté-responsabilité, en vue de promouvoir le message et la mission de l'information et de la presse», a-t-il souligné.

«Aussi, l'on mise sur l'information électronique pour opérer une mutation positive à même d'être au diapason du numérique et des nouveaux médias», explique M. Belhimer, ajoutant que «ce type d'information a créé une nouvelle réalité dans le monde de la presse nationale et internationale, en impactant le concept des libertés dont celle du pluralisme de la presse ainsi que la responsabilité de ses professionnels, une résultante

logique du respect de l'éthique et de la déontologie professionnelles». Le jury de ce Prix qui sera décerné le 22 octobre prochain, à l'occasion de la Journée nationale de la presse, est composé de représentants des ministères de la Communication, des Finances, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de la Culture.

Il compte des représentants de la corporation de la presse, représentée par la Télévision et la Radio nationales et la presse publique et privée, outre des représentants de la Faculté de l'information et des sciences de la communication.

Le Prix du président de la République du journaliste professionnel se veut «une reconnaissance du parcours militant

du journaliste algérien durant la guerre de Libération nationale et un hommage aux professionnels de la presse nationale, aussi bien écrite, audiovisuelle ou électronique, à la consécration du droit du citoyen à une information objective et crédible», selon les organisateurs.

Il vise également à promouvoir la production journalistique nationale et à encourager la créativité et le professionnalisme dans la presse nationale, en consacrant la culture du mérite, en sus de récompenser les meilleurs articles et reportages de presse réalisés à titre individuel ou collectif en rapport avec le thème proposé.

Le dernier délai de dépôt des dossiers de participation a été fixé au 16 octobre 2021.

Ali N.

Sadeg de Constantine

Neuf agences commerciales concernées par une campagne de don du sang

Ensemble des employés de neuf agences commerciales relevant de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (Sadeg) de la wilaya de Constantine est concerné par une campagne de don du sang, lancée hier dans le cadre des instructions de la direction générale de cette Société, a-t-on appris auprès de ses responsables locaux.

Il s'agit de six agences commerciales dépendant de la Direction de distribution de l'électricité et du gaz du chef-lieu

de wilaya et de trois autres relevant de celle d'Ali-Mendjeli, ont précisé à l'APS les chargés de communication et d'information des deux directions.

Cette campagne d'une journée a ciblé également l'ensemble des travailleurs de huit districts d'électricité et du gaz répartis sur diverses communes de la wilaya, en plus d'une annexe commerciale implantée dans la commune d'El Khroub, ont encore détaillé les mêmes services. Cette campagne de volontariat d'envergure, a-t-on indiqué de même source, fait

partie de la semaine nationale de don du sang, dans sa troisième édition, initiée par la direction générale de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz.

L'opération intervient dans le cadre de l'application des directives interministérielles visant à soutenir les structures de santé de la wilaya en matière de sang, notamment en cette conjoncture exceptionnelle marquée par la pandémie de Covid-19, a souligné, dans ce contexte, la même source. Des équipes pluridisciplinaires composées de méde-

cins généralistes, de paramédicaux, de biologistes et d'agents administratifs, ont été mobilisées pour assurer le bon déroulement de ces actions à caractère humanitaire et de solidarité, a-t-on affirmé.

Il est à signaler que ce programme de collecte de poches de sang a été organisé en étroite collaboration avec les services du centre de wilaya du sang, sis à Ali-Mendjeli, et celui de transfusion sanguine (CTS) du Centre hospitalo-universitaire (CHU) Benbadis du chef-lieu de wilaya.

G. H.

Exportation du gaz vers l'Espagne

L'Algérie a les capacités de garantir ses approvisionnements sans «intermédiaire»

■ L'expert en énergie, Mahmah Bouziane, a affirmé que l'Algérie, en tant que partenaire fiable, est en mesure de garantir tous les approvisionnements en gaz naturel à ses clients, dans la péninsule ibérique où ailleurs, sur les court et long terme, sans avoir recours à un «intermédiaire».



L'expert en énergie, Mahmah Bouziane

Par Salem K.

Dans un entretien accordé à l'APS, Mahmah Bouziane a fait savoir que l'augmentation des capacités de chargement du gaz naturel du gazoduc Medgaz, de 8 Mds m³ actuellement à 10,5 Mds m³ à compter de la fin novembre prochain, outre le recours aux capacités importantes de l'Algérie en matière de gaz liquéfié, qui s'élève à près de 34 Mds m³, lui permettent de renoncer au Gazoduc Maghreb Europe (GME) dont le contrat expire fin octobre 2021.

«Tous doivent être conscients que l'Algérie est un fournisseur fiable du gaz. En comptant sur "Medgaz" pour l'exportation du

gaz vers l'Espagne et le Portugal, l'Algérie offre à ses partenaires européens un choix commercial plus sûr et moins coûteux (que le GME) et leur garantit des approvisionnements plus sûrs en gaz naturel pour les 25 voire 30 prochaines années», a-t-il poursuivi.

«Le gazoduc "Medgaz" reliant l'Algérie à l'Espagne, via Beni Saf (Ain Témouchent), dont les capacités, après les travaux d'extension, devront avoisiner celles du GME, permettra aisément d'atteindre le double de la capacité initiale du gazoduc, soit 16 Mds m³», a-t-il expliqué.

Concernant le GME, entré en exploitation en 1996 et qui assure le tiers des approvisionnements en gaz naturel algérien de l'Espagne à partir de Hassi Rmel

sur une distance de 1 400 km, via le Maroc, l'expert a estimé qu'il s'agit là d'«une question commerciale qui ne concerne nullement l'Algérie».

A ce propos, il s'est interrogé sur «l'utilité de rendre l'opération commerciale plus complexe, en cherchant à impliquer une tierce partie en tant qu'intermédiaire. Ni l'Algérie, ni ses partenaires de la péninsule ibérique n'ont besoin de cet intermédiaire, à partir du moment où l'approvisionnement est assuré et en quantités exigées dans le cadre des conditions fixées et de manière permanente et plus sûre sur les moyen et long terme», a-t-il dit.

«Etant donné que le niveau de consommation européen de gaz atteindra les 242 Mds m³ à l'horizon 2050, selon les prévisions, la capacité totale des gazoducs en place dépasse le besoin de l'Europe en termes de gaz, et ce, sans compter les capacités en gaz liquéfié... Donc, la multiplication des gazoducs vers l'Europe n'est pas nécessaire», a-t-il estimé. Selon Mahmah Bouziane, l'Algérie, qui est le principal fournisseur de l'Espagne en gaz et qui lui a assuré 45,73 % de ses approvisionnements durant le 1^{er} semestre de 2021, ne peut risquer sa place (en tant que partenaire important) en aucun cas. L'Algérie, assurant un approvisionnement exclusif à l'Espagne à travers «Medgaz», la compagnie espagnole «Naturgy» n'aura pas à payer les redevances de passage pour l'exploitation du gazoduc GME.

Citant les chiffres de la Trésorerie générale du Royaume (TGR), il a précisé que la valeur de ces redevances était de 106 millions dollars en 2017, avant d'atteindre 165 millions dollars en 2018 pour rechuter à 51 millions dollars en 2020. Ces revenus viennent s'ajouter aux prélèvements effectués par le Maroc sur le gaz algérien exporté via le GME.

«L'arrêt du flux gazier algérien via le GME déchargera le partenaire espagnol Naturgy du paiement des redevances au Maroc», a révélé l'expert, d'autant que Naturgy est actionnaire dans le gazoduc Medgaz reliant directement Beni-saf à Almeria. «Il est préférable que Naturgy exploite ses actions en tant que partenaire au lieu de payer les redevances à autrui», a-t-il poursuivi.

Le ministre espagnol des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération, José Manuel Albares Bueno, avait déclaré lors d'une visite en Algérie jeudi, avoir

reçu «des garanties» de la part des autorités algériennes pour l'approvisionnement de l'Espagne en gaz, à un mois de l'expiration du contrat du GME liant les deux pays.

«J'ai reçu la garantie d'Alger pour l'approvisionnement adéquat de l'Espagne en gaz. Il y a un engagement de la partie algérienne à satisfaire la demande espagnole», a-t-il dit.

Fin août dernier, le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, avait affirmé que l'ensemble des approvisionnements de l'Espagne en gaz naturel algérien serait assuré à travers le gazoduc Medgaz.

S. K.

Plus de 400 interventions Lutte contre la vente illégale sur la voie publique à Blida

Plus de 400 interventions relatives à la lutte contre la vente illégale sur la voie publique ont été effectuées par les services de la sûreté de wilaya de Blida durant la saison estivale écoulée (juin, juillet et août), a-t-on appris, samedi, auprès de la cellule de communication de ce corps sécuritaire.

Le service de sécurité publique a effectué 404 interventions visant à libérer les trottoirs et voies publiques des vendeurs anarchiques qui entravent la circulation, a ajouté la même source, signalant la poursuite de cette opération «pour mettre fin à ce type de dépassements au niveau du centre ville notamment», est-il précisé.

Cette même période a vu le traitement, par les services opérationnels de la police judiciaire, de plus de 2 000 affaires pénales, ayant abouti à l'arrestation de 2 855 suspects, selon la même source.

Sur un total de 2 084 affaires traitées, 571 sont relatives au trafic de drogues et de psychotropes, ayant donné lieu à la saisie de trois kg de cannabis, 16 596 comprimés psychotropes et six fiocons de liquide hallucinogène.

La même source a également signalé le traitement de 800 affaires d'atteinte contre les personnes, 300 affaires d'atteinte contre les biens et 268 affaires d'atteinte à l'ordre public. A cela s'ajoutent 74 affaires d'atteinte à l'économie nationale et aux deniers publics et 26 autres relatives au crime cybernétique. R. E.

Khenchela/Babar

Vente de 20 tonnes de poissons élevés dans des bassins d'irrigation

L'entreprise Cosider-agriculture a procédé à la vente de 20 tonnes de poissons Tilapia rouge, élevés dans des bassins d'irrigation dans le périmètre agricole Kerkit Safiha, dans le désert de la commune de Babar (sud de Khenchela), a indiqué, samedi, le chargé d'investissement de la Direction de la pêche et des ressources halieutiques de la wilaya de Guelma dont relève Khenchela.

L'entreprise Cosider-agriculture a procédé au cours de la semaine écoulée, et pour la première fois, à la commercialisation de 20 tonnes de Tilapia rouge au terme du premier cycle d'élevage

de ce poisson ensemencé depuis cinq mois dans ces bassins, a précisé à l'APS Rahab Brima. Cette production de poissons a été obtenue après l'ensemencement de près de 150 000 alevins dans un bassin de 20 000 m², en attendant l'élargissement futur de cette opération de pisciculture à 5 autres bassins après le succès de cette première expérience, selon la même source.

Le même cadre a souligné que le succès de l'ensemencement de ce poisson, pesant entre 270 et 470 g la pièce, est lié à la température convenable de l'eau d'irrigation qui oscille entre 26 et 28 degrés ainsi

qu'aux efforts déployés par les jeunes ingénieurs à l'origine de la fabrication locale de cages flottantes sous l'égide de la Chambre inter-wilayas de la pêche et de la Direction de la pêche et des ressources halieutiques de Guelma.

L'ensemencement des alevins de Tilapia rouge a ainsi été effectué dans des cages flottantes avec l'utilisation de matériel de chauffage, d'aération et de mesure ayant permis de fournir les meilleures conditions pour le succès du cycle d'engraissement qui a eu lieu en cinq mois au lieu de six habituellement, a noté la même source.

Selon M. Brima, l'entreprise

Cosider-agriculture a utilisé l'eau du bassin d'élevage riche en nutriments pour l'irrigation des champs de maïs, destinés à la fabrication d'aliment de volaille et dont la hauteur a atteint près de deux mètres.

Le même cadre a invité les agriculteurs du sud de la wilaya de Khenchela ainsi que des communes de Bouhmama, Chélia et Lemssara, notamment les propriétaires de grands bassins d'irrigation, à investir dans la pisciculture intégrée à l'agriculture et améliorer ainsi leur rendement agricole et contribuer au développement de l'économie nationale.

Y. N.

Habitat précaire

Impératif de distribuer immédiatement les logements prêts à Oran

■ Le wali d'Oran, Saïd Sayoud, a insisté, samedi, sur l'impératif de distribuer les logements prêts, notamment les logements sociaux afin d'éviter l'accumulation des dossiers de l'habitat précaire.

Par Hani T.

En marge d'une visite d'inspection à plusieurs projets dans les communes d'El-Ançor, Bousfer et Aïn El-Turck, M. Sayoud a indiqué que les logements prêts au niveau de la wilaya et dont les travaux sont achevés, notamment ceux liés à l'aménagement extérieur, doivent être immédiatement distribués après l'annonce des listes des bénéficiaires et l'étude des recours.

A ce propos et lors de sa visi-

te au projet des 500 logements publics locatifs de la commune d'El-Ançor, achevés depuis 10 mois, actuellement en phase d'aménagement extérieur, le wali a fait savoir que des instructions ont été données au chef de daïra d'Aïn El-Turck pour annoncer les listes des bénéficiaires de ces logements avant le 10 octobre en cours, afin de les reloger définitivement la fin octobre courant. Le wali a également insisté sur la nécessité de relancer le projet des 100 logements au niveau de la même commune, avec un nouveau cahier des charges et dans des délais ne dépassant pas les 10 jours, pour permettre le lancement des travaux dans les plus brefs délais.

Lors de sa visite d'inspection du projet portant relance de la réalisation de 300 logements publics locatifs à Aïn El-Turck, le chef de l'exécutif de la wilaya a ordonné d'accélérer le rythme des travaux, dont le taux d'avancement a atteint les 40 %, proposant de scinder le projet en plusieurs lots.

M. Sayoud a également inspecté plusieurs projets sportifs dans les communes concernées, à l'instar de l'aménagement du stade d'El-Ançor qui a déjà consommé 60 millions DA sans que les troisième et quatrième tranches n'aient été achevées, annonçant l'octroi d'une enveloppe financière de 50 millions DA pour l'achèvement des travaux.

En inspectant les chantiers de réalisation d'un complexe sportif de proximité, d'une piscine de proximité à Bousfer, ainsi qu'un projet de réaménagement de la salle omnisports «Hachemi-

Hantz» à Aïn El-Turck, le wali d'Oran a insisté sur la nécessité d'accélérer le rythme des travaux, tout en prenant en charge le périmètre extérieur de cette structure sportive, sachant que de nombreuses installations sont concernées par les Jeux Méditerranéens qu'accueillera Oran en 2022.

Le wali a également inspecté le projet d'un nouveau siège de sûreté urbaine dans la commune de Bousfer, en plus de l'échangeur reliant la commune de Mers El-Kébir à celles d'Aïn El-Turck, El-Ançor et Bousfer.

Il a exigé la levée de tous les obstacles pour l'achèvement de ce projet qui permettra de garantir la fluidité de la circulation automobile dans cette région côtière et touristique, qui connaît des embouteillages, notamment durant la saison estivale.

Saida : réception de 70 logements publics locatifs fin octobre

Soixante-dix nouveaux logements publics locatifs seront réceptionnés fin octobre en cours dans la commune de Youb, a annoncé, samedi, le wali de Saïda, Abdelaziz Djouadi.

Inspectant les différents projets de développement dans cette collectivité, le wali a indiqué que ce quota d'habitat, dont le taux d'avancement des travaux a atteint 95 %, sera réceptionné vers la fin du mois d'octobre en cours.

Le chef de l'exécutif a inspecté le nouveau site d'habitat dont les travaux d'aménagement externe sont en cours avec la réalisation des travaux de raccor-



dement aux réseaux d'eau potable, d'assainissement et le traçage des voies. Sur place, il a donné des instructions à l'entreprise de distribution de l'électricité et du gaz pour accélérer le rythme de réalisation.

La daïra de Youb a bénéficié d'un nouveau quota de logements publics locatifs estimé à 600 unités. Le site devant abriter le projet a été retenu et les travaux du chantier seront lancés au début de l'année prochaine.

La daïra de Youb a bénéficié d'un programme de 1 250 logements, dont 440 ont été réceptionnés, 210 autres en cours de réalisation et les travaux de réalisation de 600 autres sont en cours de lancement.

Par ailleurs, le wali s'est enquis, dans la même collectivité locale, du projet de réalisation d'une piscine semi-olympique. Le taux d'avancement des travaux a atteint 93 %, sachant

qu'une enveloppe financière de plus de 229 millions DA a été dégagée à cet effet au titre du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales.

Dans la zone d'Aïn El Beida, relevant de la commune de Daoui Tabet, le wali a inspecté le chantier relatif à l'aménagement externe d'un quartier de lotissement de 80 logements pour un montant de plus de 43 millions DA octroyé au titre du programme sectoriel. L'opération portant réalisation des réseaux d'eau potable, d'assainissement et l'éclairage public a atteint un taux d'avancement de 75 %.

Le wali de Saïda s'est enquis des préoccupations des citoyens, notamment celles liées aux secteurs de l'hydraulique, des travaux publics et de l'habitat. Il a promis de multiplier les efforts pour leur prise en charge selon les priorités.

H. T.

Guelma

Vers la mise en service des réseaux d'électricité et de gaz au profit de 2 900 logements

Les préparatifs sont en cours pour mettre en service avant «fin octobre courant» les réseaux d'électricité et de gaz naturel au profit de 2 900 logements répartis sur 3 sites abritant des logements de la formule location-vente (AADL) de la wilaya de Guelma, a-t-on appris, samedi, auprès de la Concession de distribution de l'électricité et du gaz.

La mise en service des réseaux d'électricité et de gaz naturel sera lancée dans les jours à venir pour être achevée «avant la fin du mois d'octobre», a indiqué à l'APS le directeur de cette Concession, Mohamed Belarbi, précisant que le raccordement de ces logements, relevant de l'Agence nationale de l'amélioration et du développe-

ment du logement (AADL-2), aux réseaux d'électricité et de gaz permettra de les programmer parmi les unités devant être distribuées le 1^{er} novembre prochain.

La mise en service de ces deux réseaux, programmée pour le mois d'octobre courant, concerne les logements AADL-2 dont les travaux de réalisation ont été achevés, à savoir 1 700 unités au pôle urbain «Hadjar Mangoub», dans la commune de Belkheir, sur 5 400 unités de même type en réalisation sur ce site, et 700 autres unités dans la commune de Boucheggouf, en plus de 500 unités sur le site des 1 100 logements AADL-2 au plan d'occupation du sol au sud de la commune de Guelma, a précisé M. Belarbi.

Le taux d'avancement de l'opération de raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz des différents sites de logements reste tributaire de l'avancement des travaux d'aménagement assurés par d'autres services administratifs, a indiqué la même source, ajoutant que la mise en service de ces deux réseaux avant début novembre prochain concerne les bâtiments dont l'opération d'aménagement tire à sa fin.

En plus de cette opération, les travaux sont en cours dans d'autres projets pour permettre le raccordement de 3 700 unités de type AADL-2 au pôle urbain Hadjar Mengoub, 600 autres unités sur le site des 1 100 logements AADL-2 dans la commune de Guelma en plus

de 600 unités de même type dans la commune de Oued Zenati, a fait savoir la même source, ajoutant que le taux d'avancement des travaux varie d'un site à l'autre.

Le raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz dans plusieurs sites du programme AADL-2 dans la wilaya de Guelma a connu un «retard significatif» en raison de difficultés techniques, a rappelé M. Belarbi, selon qui le staff technique de la Concession de distribution de l'électricité et du gaz a pu trouver les solutions adéquates et les entreprises de réalisation ont déployé des efforts pour réduire les délais de réalisation en adoptant le système de travail 24h/24h.

R. R.



Kaboul

Les talibans organisent un rassemblement de la victoire

■ Près de 1 500 personnes ont participé hier, dans les faubourgs de Kaboul, à un premier rassemblement de la victoire organisé dans la capitale par les talibans, soucieux d'asseoir leur autorité militaire mais aussi désormais civile, sept semaines après avoir pris les rênes du pays.

Par Mourad M.

Le rassemblement s'est tenu dans la commune de Kohdaman, à la lisière de la capitale afghane dont les talibans avaient été maintenus à distance pendant les deux décennies d'intervention militaire occidentale.

À la tribune, Mawlawi Muslim Haqqani, le vice-ministre des Affaires religieuses, a loué la victoire du mouvement islamiste qui signe, selon lui, la défaite des «chrétiens» et des «Occidentaux».

Face au chef taliban, une foule grossissante d'environ 1 500 personnes, uniquement

des hommes ou des garçons vêtus en majorité de l'habit traditionnel taliban, avait pris place sous des bâches d'ombrage dressées au milieu d'un terrain vide. À l'extérieur, des dizaines de gardes lourdement armés encadraient le rassemblement, tandis qu'un haut-parleur claironnait un chant de victoire : «L'Amérique vaincue. Impossible. Impossible. Mais possible !».

Le rassemblement avait débuté dans la matinée par une procession d'hommes en tenue de combat, tous armés, arborant le drapeau taliban blanc avec la profession de foi musulmane ins-

crite en noir, et pour certains, lance-roquettes à l'épaule.

La foule les a accueillis d'un traditionnel «takbir», la formule religieuse «Allah Akbar» (Dieu est le plus grand) reprise plusieurs fois.

Alors que les combats ont quasiment cessé dans le pays, un autre intervenant, présenté sous le nom de Rahmatullah, a estimé que cette situation inédite depuis 20 ans avait été rendue possible par «les files de jeunes qui se sont portés candidats au martyre».

«Les Nations unies sont juste l'autre nom des États-Unis et leur mandat ne vise qu'à détruire les pays musulmans, si vous acceptez leurs termes, vous ne ferez pas mieux que le précédent gouvernement», a ensuite lancé à la tribune Mohammad Akram, responsable d'un groupe de commando taliban.

Sept semaines après la prise de pouvoir éclair des combattants islamistes, «l'Emirat islamique», le nouveau régime décrété par les talibans, cherche à asseoir sa légitimité auprès de la population, comme du reste des nations, mais aussi à surmonter ses divisions internes.

Des milliers d'Afghans, dont une grande partie de l'opposition redoutant les exactions du mouvement islamiste, ont déjà fui le pays. Dans le pays, l'opposition civile aux talibans est devenue de fait impossible. Toutes les manifestations ont été interdites par le nouveau pouvoir depuis le 8 septembre et les contreve-



Ph. > D. K.

nants sont menacés de «sévères actions légales».

Début septembre, des talibans armés avaient dispersé des manifestations dans plusieurs villes, dont Kaboul, Faizabad et Hérat où deux personnes avaient été tuées.

À Kaboul les quelques manifestations regroupant une poignée de femmes réclamant le droit à l'éducation ont été dispersées avec violence par des milices armées.

À l'inverse, les talibans ont invité début septembre 300 femmes, apparues intégralement voilées, à manifester publiquement leur soutien au nouveau régime lors d'une conférence organisée à l'université de Kaboul.

Les talibans ont formé début août un gouvernement, dirigé par Mohammad Hassan Akhund, un ancien proche collaborateur du fondateur du mouvement, le mollah Omar décédé en 2013. Tous les membres de ce cabinet sont talibans et presque tous appartiennent à l'ethnie pachtou-

ne. Ce nouveau gouvernement est désormais confronté au défi de la gestion civile d'un pays entièrement paralysé sur le plan économique et menacé d'une grave crise humanitaire.

Aucun pays n'a pour le moment reconnu le nouveau régime mis en place en Afghanistan, même si le Pakistan, la Chine et le Qatar ont pu montrer quelques signes d'ouverture.

La secrétaire d'État adjointe américaine, Wendy Sherman, doit se rendre au Pakistan jeudi et vendredi pour une série d'entretiens avec des responsables gouvernementaux pakistanais.

La numéro deux de la diplomatie américaine compte évoquer avec les responsables pakistanais les moyens de faire pression sur le nouveau régime taliban, tant pour le respect des droits fondamentaux que pour une hypothétique composition plus «inclusive» du gouvernement, a-t-elle précisé lors d'une conférence de presse.

M. M.



Commentaire

Pénuries

Par Fouzia Mahmoudi

Tout au long du processus du Brexit, l'Union européenne ne cessait, telle Cassandra, d'annoncer aux Britanniques tous les inconvénients et problèmes que le Royaume-Uni connaîtrait s'ils allaient au bout de leur intention de quitter les institutions européennes. Et si au final les Britanniques s'en sortent mieux que prévu, ils connaissent aujourd'hui quelques problèmes de taille qui pourrissent le quotidien de la population. Le Premier ministre Boris Johnson a ainsi répété samedi sa détermination à «reconstruire en mieux» après le Brexit, malgré une crise des approvisionnements au Royaume-Uni exacerbée par la sortie du pays de l'UE. «Nous n'avons pas enduré le Covid pour revenir à la situation qui prévalait avant», a déclaré le dirigeant avant le début, hier, de la conférence annuelle de son Parti conservateur à Manchester (nord-ouest de l'Angleterre). Souhaitant que son gouvernement avait tenu sa promesse de campagne en réalisant le Brexit et qu'il avait vacciné massivement contre le Covid-19, il a assuré vouloir prendre des «décisions audacieuses» pour répondre aux priorités des Britanniques, comme l'emploi, la sécurité et le changement climatique. «Tout ceci montre que nous tenons parole, et il est maintenant temps d'aller plus loin, non seulement pour se remettre mais aussi reconstruire en mieux», a-t-il ajouté. Se tenant cette semaine, la grande conférence annuelle des tories, la première en personne depuis deux ans en raison du coronavirus, représente une occasion pour le leader conservateur de s'exprimer devant ses troupes. Son discours est prévu mercredi. Arrivé au pouvoir en juillet 2019, vainqueur des élections générales organisées quelques mois plus tard sur la promesse de «réaliser le Brexit», Boris Johnson, 57 ans, doit à présent convaincre les Britanniques des bienfaits de la sortie de l'UE qu'il a tant vantés. Il est actuellement confronté à de multiples crises, comme la hausse du prix du gaz et des pénuries dans les supermarchés et les stations-service, dues à un manque de chauffeurs routiers. Il attribue cette situation à la reprise sur les chapeaux de roue de l'économie mondiale après la pandémie, et à une demande exceptionnelle causée par des achats de panique dans les stations d'essence. Mais les conséquences de la pandémie sont aussi aggravées par le Brexit. Pour tenter de remédier au manque de chauffeurs routiers et de personnel dans les élevages de volailles, et face à la menace de rayons vides à Noël, le gouvernement a assoupli temporairement sa politique d'immigration pour accorder jusqu'à 10 500 visas de travail provisoires. Il a aussi annoncé vendredi qu'environ 200 militaires seraient déployés dès aujourd'hui pour approvisionner les stations-service, devant lesquelles de longues files d'attente se forment depuis deux semaines. Un responsable de la Petrol Retailers Association (PRA), Brian Madderson, a indiqué samedi sur la BBC que les pénuries de carburants restaient «vraiment très problématiques» à Londres et dans le sud-est de l'Angleterre. Il était ainsi évident que le Premier ministre britannique n'allait pas se lamenter sur la situation que traverse son pays et encore moins remettre en cause la sortie de l'UE pour laquelle il a fait campagne des années durant. Reste à voir dans les jours et semaines à venir s'il s'avère qu'il a raison et si la situation rentrera dans l'ordre, ou si les pénuries de carburant et de main-d'œuvre ne sont que le début d'une mauvaise passe pour le Royaume-Uni qui ne peut aujourd'hui compter que sur lui-même et éventuellement sur l'historique allié américain.

F. M.

Brésil

Manifestations dans tout le pays pour la destitution du Président Bolsonaro

Des dizaines de milliers Brésiliens ont manifesté samedi dans plusieurs villes du pays, à l'appel des mouvements et partis de gauche, pour réclamer une nouvelle fois la destitution du président d'extrême droite, Jair Bolsonaro, et dénoncer les hausses du coût de la vie.

Les rassemblements les plus importants se sont tenus à Rio de Janeiro, Sao Paulo ou Brasília à l'appel de la «Campagne nationale Bolsonaro dehors», soutenue par une douzaine de partis de gauche et de nombreuses Centrales syndicales.

Si ces appels à manifester ont été lancés dans 167 villes du pays, un décompte de la presse brésilienne indique que des rassemblements se sont tenus dans 24 des 27 États du Brésil et dans 84 villes, dont 14 capitales d'État.

Certains leaders de la droite et du centre-droit ont pris place dans les défilés pour dénoncer les conséquences de la crise économique dans le pays, bien

que ne soutenant pas nécessairement l'appel à la destitution.

Dans le quartier central de Candelaria à Rio de Janeiro, des centaines de personnes défilaient en criant «Bolsonaro dehors», slogan inscrit également sur de nombreuses banderoles. «On va le dégager, le parti des personnes ici dans les rues est de faire pression sur les parlementaires pour qu'ils réclament la destitution de Bolsonaro», a déclaré à l'AFP Elizabeth Simoes, une enseignante retraitée de 69 ans.

Plus d'une centaine de pétitions réclamant cette destitution sont en attente à la Chambre des députés, mais son président, Arthur Lira, un allié du gouvernement, n'y donne aucune suite.

La Cour suprême a par ailleurs ordonné l'ouverture de plusieurs enquêtes contre Jair Bolsonaro et ses proches, notamment pour dissémination de fausses informations.

À Sao Paulo, des dizaines de milliers de personnes se sont

rassemblées dans l'après-midi sur l'avenue centrale Paulista, où se sont réunis des candidats potentiels à la présidentielle comme Ciro Gomes, leader du Parti démocratique du travail (PDT) arrivé troisième position en 2018. «Bolsonaro détruit l'économie nationale», a déclaré le politicien de centre-gauche, appelant à l'unité. «Il remplit le Brésil de honte à l'étranger et est responsable de la mort de près de 600 000 Brésiliens du Covid-19». À Brasília, des centaines de manifestants se sont rassemblés sur l'Esplanade des ministères.

Les précédentes manifestations menées par les mouvements de gauche visaient à demander la destitution de Bolsonaro pour sa gestion chaotique de la pandémie, qui a fait près de 600 000 morts. Samedi ont été également entendues des plaintes contre la hausse des prix de la nourriture, du gaz et du carburant, ainsi que contre les 14,1 millions de chômeurs.



WA Tlemcen

15 millions DA dans les caisses

Une subvention de l'ordre de 15 millions DA a été octroyée au WA Tlemcen du fonds de wilaya pour permettre à ce club de Ligue 1 de football d'entamer ses préparatifs pour la nouvelle saison 2021-2022, a-t-on appris de la Direction locale de la jeunesse et des sports (DJS). Le premier responsable de cette instance, Abdelawahed Layachi, a indiqué que la DJS a tenu à accompagner le club phare de la ville pour pouvoir démarrer ses préparatifs d'intersaison en contribuant au déblocage de cette subvention. Il s'est dit, en outre, conscient que cette somme ne suffira pas pour couvrir les dépenses d'un club évoluant dans le premier palier, raison pour laquelle il est en train de faire de son mieux pour assister la direction du WAT afin de trouver de nouvelles sources de financement. La saison passée, la DJS avait réussi à offrir au club un sponsor de taille, à savoir l'Entreprise nationale de géophysique (Enageo). La valeur du

contrat, qui a expiré à l'issue du championnat, a été estimée à 50 millions de dinars, a-t-il rappelé. M. Layachi a poursuivi qu'il comptait entamer de nouvelles démarches auprès de cette même entreprise, dans l'espoir de convaincre sa direction de prolonger le contrat de sponsoring, «ce qui constituerait un atout de taille pour le club afin de faire face à ses problèmes financiers récurrents», a-t-il encore dit. Par ailleurs, le WAT, qui a échappé de peu à la relégation en Ligue 2 à l'issue de l'exercice passé, poursuit ses préparatifs en vue de la nouvelle saison sous la houlette de son nouveau coach Kamel Bouhella, ex-driver du WA Boufarik (Ligue 2). Un travail immense attend le nouvel entraîneur des «Zianides», vu que l'effectif de l'équipe a connu des changements sensibles avec l'arrivée de pas moins de 17 recrues, contre le départ d'autant, ou presque, de joueurs de la saison passée.

MC Alger

Le «Doyen» remporte son premier test amical contre CRBBK

Le MC Alger a dominé le Chabab de Bordj El Kiffan (1-0) en match amical de préparation, disputé samedi matin à Alger en prévision de la nouvelle saison dont le coup d'envoi sera donné le week-end (22-23 octobre). L'unique réalisation de cette joute amicale a été l'œuvre de Chakib Benyahia sur pénalty, alors que les autres tentatives du «Doyen» ont toutes été vaines. Mais il est

utile de souligner que les joueurs du MCA ont disputé ce match en étant déjà très fatigués, car soumis actuellement à une importante charge de travail, particulièrement sur le plan physique. Une situation qui s'est répercutée négativement sur leur rendement et dont a tenu compte le coach tunisien, Khaled Benyahia. Le MCA dispute un second match contre le WB Meftah à 16h00.

Mondiaux-2021 d'aviron en mer (finale)

Sid-Ali Boudina 15^e

Le rameur algérien Sid-Ali Boudina a pris la 15^e place en finale des Mondiaux-2021 d'aviron en mer, disputée samedi au Portugal. L'Algérien a bouclé la distance en 29 minutes et 51 secondes, terminant ainsi à la 15^e place, sur un total de vingt rameurs engagés dans cette finale.

La course a été remportée par le rameur espagnol du Club Nautico de Sevilla, ayant bouclé la distance en 27 minutes, devant l'Allemand du Club Berlier Rüder E-V, ayant pris la deuxième place en 27 minutes et 36 secondes, au moment où un autre Espagnol, sociétaire du Club De Mar Clot De Lillot El Campello a complété le podium, en 28 minutes et une

seconde. Boudina, dirigé par le coach Riad Garidi, s'était qualifié pour cette finale la veille, après avoir terminé à la 5^e place de sa série. Il s'agit des deuxièmes Mondiaux pour Boudina en l'espace d'une semaine, après ceux de Beach-Aviron, disputés la semaine dernière, également au Portugal. Boudina avait réussi à atteindre les huitièmes de finale, avant de se faire éliminer par le Grec Ioannis Kalandaridis. L'Algérien avait réussi un assez bon chrono (2:54.13), mais le Grec avait fait un peu mieux dans ce duel direct, en bouclant la distance en 2:51.22, ce qui lui avait permis d'arracher le billet qualificatif pour les quarts de finale.

Boxe

La sélection nationale en stage du 6 au 11 octobre à Alger

La sélection algérienne de boxe effectuera un stage bloqué du 6 au 11 octobre courant au Complexe Mohamed-Boudiaf (Alger), en vue des importantes échéances internationales à venir, a-t-on appris, samedi, auprès de la Fédération nationale de la discipline (FAB). Un stage qui se fera «avec un effectif élargi», selon la même source, car outre les habitués internationaux «seniors», il y aura «des internationaux militaires», ainsi que de jeunes pugilistes «ayant attiré l'attention pen-

dant de précédents stages de présélection». Autrement dit, un large éventail de boxeurs, parmi lesquels les sélectionneurs nationaux puiseront prochainement pour arrêter la liste finale des heureux élus qui auront la chance de représenter les couleurs nationales pendant les importants événements internationaux à venir. Parmi ces événements, les prochains Jeux méditerranéens, prévus en 2022 à Oran (Ouest), a-t-on encore appris de même source.

Atal, Fares et Ounas de retour, Delort absent face au Niger Les surprises de Belmadi dans la liste des 23

Des surprises à la pelle ont été enregistrées avec la révélation de la liste des 23 joueurs retenus pour la double confrontation face au Niger pour le compte des troisième et quatrième journées des éliminatoires du Mondial 2022 qui se déroulera au Qatar.



L'absence de Delort reste une énigme

Par Mahfoud M.

En effet, le coach national a décidé d'écartier certains joueurs et pas des moindres, puisqu'il s'agit de ceux qui s'illustrent régulièrement avec leurs clubs respectifs et surtout le nouvel attaquant de l'OGC Nice, Andy Delort, qui a été élu meilleur joueur du mois au sein de son équipe.

En plus de Delort, Belmadi n'a pas convoqué plusieurs joueurs qui avaient pris part à la double confrontation contre Djibouti en septembre dernier, entre autres, Rachid Ghezal (Besiktas/Turquie), Mohamed Réda Halaïmia (KFCO Beerschot/Belgique) et Naoufel Khacef (Tondela FC/Portugal).

La liste est marquée par le retour de Youcef Atal (OGC Nice/France), Mohamed Fares (Genoa/Italie) et Abdel Jalil Meddioub (Girondins de Bordeaux/France) en défense et Adam Ounas (Naples/Italie), en attaque. Agé de 24 ans, Meddioub, formé à l'Olympique de Marseille, avait été convoqué pour la première fois lors des deux matchs amicaux des «Verts» contre le Nigeria (1-0) et le Mexique (2-2) en octobre

2020. Le défenseur Djamel Belamri et l'attaquant Islam Slimani, blessés, figurent également dans la liste des 23 retenus par le coach national. D'ailleurs, beaucoup ne comprennent pas les raisons d'une telle convocation puisque ces deux joueurs ne pourront pas prendre part aux matchs en raison de leurs blessures. Les 23 joueurs retenus entreront en stage aujourd'hui au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa (Alger).

La sélection algérienne accueillera son homologue nigérienne le vendredi 8 octobre (20h00) au stade Chahid Mustapha-Tchaker de Blida, avant de se rendre à Niamey pour la manche retour le mardi 12 octobre (17h00) au stade Général Seyni-Kountché. A l'issue des deux premières journées de qualifications, l'Algérie et le Burkina Faso occupent la tête du groupe A avec 4 points devant le Niger (3 pts). Djibouti ferme la marche (0 pt). Le premier à l'issue de la phase de poules se qualifie pour le troisième et dernier tour (barrages).

M. M.

Liste des 23 joueurs :

Gardiens : Raïs M'bolhi (Al-Ittifaq/Arabie saoudite), Alexandre Oukidja (FC

Metz/France), Abderrahmane Medjadel (Paradou AC)

Défenseurs : Mehdi Zeffane (Krylia Sovetov/Russie), Hocine Benayada (ES Sahel/Tunisie), Youcef Atal (OGC Nice/France), Rami Bensebaini (Borussia Monchengladbach/Allemagne), Mohamed Fares (Genoa/Italie), Djamel Belamri (Qatar SC/Qatar), Aïssa Mandi (Villarreal/Espagne), Ahmed Touba (RKC Waalwijk/Pays-Bas), Abdelkader Bedrane (ES Tunis/Tunisie), Abdel Jalil Meddioub (Girondins de Bordeaux/France)

Milieux : Ismaël Bennacer (AC Milan/Italie), Adam Zorgane (SC Charleroi/Belgique), Ramiz Zerrouki (Twente FC/Pays-Bas), Sofiane Feghouli (Galatasaray/Turquie), Haris Belkebla (Stade brestois/France), Hicham Boudaoui (OGC Nice/France)

Attaquants : Islam Slimani (Lyon/France), Baghdad Bounedjah (Al-Sadd/Qatar), Riyad Mahrez (Manchester City/Angleterre), Youcef Belaïli (Qatar SC/Qatar), Adam Ounas (Naples/Italie), Saïd Benrahma (West Ham/Angleterre).

EN A'

Le stage d'octobre annulé, pas de match amical

La Fédération de football des Comores (FFC) a annulé le stage d'octobre de son équipe nationale qui n'affrontera donc pas la sélection algérienne A' des joueurs locaux le 9 du même mois à Oran, a annoncé l'instance fédérale. «La FFC a le regret d'annoncer l'annulation du rassemblement de l'équipe nationale qui devait se tenir du 4 au 10 octobre en Tunisie», a fait savoir l'instance faitière du football comorien vendredi soir dans un communi-

qué. Elle évoque le «désistement d'un adversaire à quelques jours de la rencontre». En difficulté pour ficeler des rencontres pour les «Coelacanthos», la FFC semblait avoir trouvé, il y a quelques jours, une solution avec l'équipe A' d'Algérie, ce qu'a d'ailleurs confirmé vendredi après-midi la Fédération algérienne de football (FAF). Mais à la surprise générale, même cette rencontre n'aura finalement pas lieu. Des démarches avaient aussi été entamées

depuis mi-septembre pour un stage à Tunis, ponctué par des rencontres contre la Sierra Leone et la Gambie. Mais ces dernières n'ont pas donné suite et ont préféré se retrouver à Casablanca, ce qui a chamboulé les plans de la FFC. «La Fédération et le staff de l'équipe nationale consacrent dès à présent toute leur énergie à préparer le rassemblement du mois de novembre et les rencontres qui s'y tiendront», a ajouté la même source.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tipasa

La dépouille de l'enfant noyé retrouvée après trois jours de recherches

La dépouille de l'enfant «Adam Kh.», noyé à la plage «Akid Abbas» de Douaouda (wilaya de Tipasa), a été retrouvée hier matin, après trois jours de recherches, a annoncé la direction de la Protection civile de Tipasa.

Selon un communiqué de ce corps constitué, les plongeurs de la Protection civile de Tipasa ont retrouvé la dépouille de l'enfant «Adam Kh.», âgé de sept ans et originaire de la commune de Chaâbia, aux environs de 9h40, à la plage «Akid Abbas» de Douaouda, après d'intenses recherches ayant duré trois jours. La dépouille de la

victime a été déposée à la morgue de l'hôpital de Koléa, est-il ajouté de même source.

A noter la mobilisation depuis vendredi soir des équipes des plongeurs de la Corne d'or et de Cherchell, aux côtés des agents et officiers de l'unité secondaire de Douaouda, au titre d'intenses recherches pour retrouver le petit Adam. La victime aurait disparu en mer lors d'une sortie effectuée avec sa famille à la plage «Akid Abbas», avant le signalement de sa disparition aux services de la Protection civile, est-il précisé de même source.

Y. N.

Football / Ligue 1 - CR Belouizdad

L'entraîneur Paqueta à Alger

Le nouvel entraîneur du CR Belouizdad, le Brésilien Marcos Paqueta, est arrivé hier à Alger et s'est rendu directement au siège du club pour signer son contrat, a annoncé la direction des «Rouge et Blanc».

Le coach, double champion du monde avec les U17 et U20 du Brésil, devait rejoindre sa nouvelle équipe mardi passé, mais sa venue a été finalement différée à plusieurs reprises, pour un problème administratif lié aux formalités de visa.

«Après la signature de son contrat, Marcos César Dias Castro, dit Marcos Paqueta, rejoindra le reste de l'équipe à Mostaganem, pour prendre ses fonctions», a encore précisé la direction belouizdadie.

En effet, le technicien brésilien a déjà du pain sur la planche, car si le coup d'envoi du championnat national est prévu dans trois semaines, le Chabab est appelé à disputer un match important le 16 octobre. Il s'agit de défier les Ivoiriens de l'ASEC Mimosas à Abidjan, pour le compte du match aller du deuxième tour préliminaire de la Ligue des champions, alors que le match retour est prévu entre le 22 et le 24 du même mois, en Algérie.

Outre les catégories U17 et U20 du Brésil, Paqueta a entraîné plusieurs clubs au Brésil, au Qatar, en Egypte, en Libye et en Arabie saoudite, où il a également dirigé la sélection nationale en 2006.

R. S.

Ifliissen/Tizi Ouzou

La plus vieille maison de Taksebt rénoverée et réhabilitée

LA PLUS vieille maison du village Taksebt, dans la commune d'Ifliissen (40 km au nord de Tizi Ouzou), est en phase d'être rénoverée et réhabilitée grâce à la mobilisation des citoyens de la région et aux amoureux du patrimoine culturel matériel et immatériel. En effet, depuis quelques jours des bénévoles et des donateurs se sont mobilisés pour retaper cette maison située au village de Taksebt. Les lieux ont été désertés par les habitants depuis des années et laissés à l'abandon, avant que ces citoyens ne décident d'engager cette action visant à préserver un pan entier de l'histoire de la région et de toute l'Algérie. A l'origine de cette action, des jeunes de l'association Ameqias, le collectif «Taksebt en marche» qui travaillent d'arrache-pied pour redonner vie à

l'ancienne bâtisse «Igamaa Semaa». Ils ne comptent pas s'arrêter à cette action, puisqu'ils envisagent de réhabiliter d'autres sites historiques témoins de l'occupation romaine comme Igamaa Bwariche et d'autres sites historiques du même village.

Hamid M.

L'Algérie a interdit le survol de son territoire Aux avions militaires français



Djalou@hotmail.com

Enacta

Les véhicules immatriculés en 2020 soumis au contrôle technique à partir de janvier 2022

■ Les propriétaires de véhicules particuliers immatriculés en 2020 sont tenus de présenter leurs voitures au contrôle technique périodique des véhicules automobiles à partir de janvier prochain, a indiqué l'Etablissement national de contrôle technique des véhicules (Enacta).

Par Slim O.

«Le ministère des Transports porte à la connaissance des propriétaires

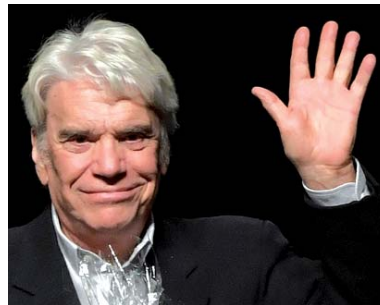
de véhicules particuliers immatriculés en 2020 qu'ils sont tenus de les présenter au contrôle technique périodique des véhicules automobiles au niveau des agences de contrôle agréées

France

Mort de l'ancien ministre et homme d'affaires Bernard Tapie

L'ancien ministre et homme d'affaires français, Bernard Tapie, est mort d'un cancer à l'âge de 78 ans, a annoncé la famille au groupe de presse français «La Provence», dont il était l'actionnaire majoritaire.

«Dominique Tapie et ses enfants ont l'infinie douleur de faire part du décès de son mari et de leur père, Bernard Tapie, ce dimanche 3 octobre à 8h40, des suites d'un cancer», précise le communiqué envoyé à «La Provence». Sur son compte



Instagram, Stéphane Tapie, l'un de ses fils, a confirmé l'information d'un court message : «Au revoir mon Phénix», en légende d'une photo en noir et blanc de lui et son père.

R. I.

par le ministère et réparties à travers le territoire national, et ce, à compter du 2 janvier 2022 selon les dates de leurs immatriculations portées sur leurs cartes grises respectives (en haut à gauche)», explique l'établissement sur son site web.

A titre d'exemple, les véhicules immatriculés en janvier 2020 devront se présenter en janvier 2022, ceux immatriculés en février 2020 passeront en février 2022.

L'établissement a, par ailleurs, rappelé que les contrevenants aux présentes dispositions s'exposeront aux sanctions suivantes : amende de 20 000 à 50 000 dinars, peine d'emprisonnement d'une durée de deux à six mois, une suspension du permis de conduire pour une durée d'une année et son annulation en cas de récidive. En outre, l'Enacta a également annoncé sur son site web le lancement «très prochainement» d'un portail internet de prise de rendez-vous au contrôle technique appelé «Mouraqabati».

S. O.

Réseaux de gaz naturel à Béjaïa

Plus de 180 agressions d'ouvrages enregistrées par la Sadeg

Les agressions des réseaux de gaz et d'électricité sont devenues légion à Béjaïa. Au moins 182 agressions d'ouvrages de distribution de gaz naturel desservant les abonnés ont été enregistrées par la Sadeg (ex-Sonelgaz) à travers le territoire de la wilaya de Béjaïa depuis le début de l'année en cours. Selon la concession de distribution de l'électricité et du gaz de Béjaïa, «ce phénomène est de plus en plus répandu. 52.75 % des agressions ont été enregistrées sur les réseaux de distribution et 47.25 % sur les branchements». «Elles

sont provoquées», souligne la même source, «par les entreprises étatiques et privées qui entament des travaux de terrassements ou de fouilles sans prévenir nos services (maître d'ouvrage) pour une éventuelle assistance sur le terrain». «Ce phénomène, qui ne cesse de prendre de l'ampleur, influe non seulement sur la qualité du service (celui-ci est à l'origine de la plupart des coupures ressenties par nos clients) mais occasionne également une incidence financière qui se résume aux pertes de l'énergie gazière non comptabilisée ainsi qu'aux frais de

réparation desdits ouvrages, sans oublier le danger d'insécurité causé à l'égard de nos concitoyens à travers ces agressions (danger d'explosion, incendie, etc.)», a regretté la concession. Et de préciser que «le coût de réparation de nos ouvrages agressés est estimé à plus 3 000 000,00 DA». Un appel a, enfin, été lancé à tous les intervenants du sol afin de solliciter les services de la Sadeg pour une meilleure coordination qui «permettra de préserver les réseaux, chacun dans son secteur».

Hocine Cherfa